

L'Ajournement

Cette zone de tir a fait l'objet d'un vrai battage publicitaire mené de front par le ministre de la Défense nationale, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et les députés conservateurs de la région. Au lieu de défendre leurs commentants, ces émissaires ont farouchement imposé leurs vues militaires. C'est donc dire que les conservateurs trébuchent dans leur promesse de concertation. Ils s'enlisent à menacer les gens en leur laissant entendre qu'en s'opposant au champ de tir, ils compromettraient l'économie du Saguenay—Lac-Saint-Jean et la base de Bagotville. Monsieur le Président, j'aurais dû dire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) au lieu du secrétaire d'État.

● (1805)

Cette attitude du gouvernement est totalement inacceptable. Il s'agit d'une insulte aux gens du Saguenay—Lac-Saint-Jean ainsi que d'une violation des principes démocratiques de base que sont la consultation et le respect des citoyens et des citoyennes. D'ailleurs, la Coalition, les Jeannois et les Saguenéens m'ont facilement convaincu que le champ de tir en entier doit être remis en question et que les fonds prévus pour son établissement doivent être consacrés à des fins plus utiles. J'entends par là: l'éducation, les soins de santé, les garderies, la protection de l'environnement et, bien entendu, la création d'emplois permanents.

C'est dans la collectivité locale qu'il faut investir pour promouvoir le développement social et économique de la région au lieu d'expatrier notre argent pour l'achat de bombardiers coûteux et bruyants qui ne peuvent que massacrer notre environnement, faire fuir nos touristes, ruiner les industries locales de chasse et de pêche et menacer sérieusement notre sécurité.

Permettez-moi, monsieur le Président, de préciser à cet effet que le champ de tir des conservateur s'insère dans une stratégie globale de militarisation du Saguenay—Lac-Saint-Jean, une militarisation qui nie nos aspirations pacifiques et qui fait passer les intérêts militaires avant ceux de la population. Si les conservateurs ne changent pas leur fusil d'épaule, ce serait à ma connaissance la première fois dans l'histoire du Canada qu'un champ de tir majeur serait installé chez nous en temps de paix. Pour un nombre croissant de personnes, le champ de tir est devenu une véritable hantise et je vous prie de me croire. En fait, chacun sait que les conservateurs veulent nous faire avaler une autre boîte de thon avarié. Humez et mangez-entous, nous crient-ils. Ensuite, vous nous direz ce que ça goûte.

Cela revient à dire, monsieur le Président, qu'à l'heure actuelle, nous n'avons entre les mains aucune étude d'impact sérieuse capable de nous rassurer sur le champ de tir. Bien sûr, le gouvernement a laissé échapper au compte-gouttes quelques données partielles pour promouvoir ses intentions. Cependant, ces informations douteuses ont suscité de nombreuses questions. Par exemple, monsieur le Président, sachant que le champ de tir et ses corridors d'approches aériens auraient un impact couvrant jusqu'à 1/5 de la province de Québec, pourquoi n'a-t-on pas évalué l'ampleur des perturbations économiques, sociales et environnementales du projet? Quelle serait l'intensité de l'impact sonore de ces exercices à basse altitude? Quels sont les risques de ricochet des projectiles qu'on prévoit

utiliser? Et, pourquoi insiste-t-on à ce point pour installer un espace de tir si près de la population?

Monsieur le Président, face à toutes ces questions et beaucoup d'autres sans réponse et face aux nombreux inconvénients déjà connus qu'entraînera certainement le champ de tir, il m'apparaît nécessaire de remettre en cause l'établissement d'un polygone de tir et d'entamer sur-le-champ des audiences publiques mixtes au Saguenay—Lac-Saint-Jean. En tant que néo-démocrate, cette proposition se veut raisonnable et franchement respectueuse des principes démocratiques. Je déplore cependant que l'actuel gouvernement conservateur a trouvé une autre solution beaucoup moins constructive pour s'attaquer au mécontentement populaire. Il s'agit pour lui en effet de se boucher les oreilles et de déclarer comme l'a fait récemment le député de Roberval qu'il faut arrêter de chercher le sexe des maringouins.

Si le gouvernement s'intéresse tant que cela aux maringouins, il devrait pourtant savoir que la population n'affectionne pas particulièrement ces bestioles et qu'elle désire encore moins en voir un bataillon de format F-18 envahir le paysage.

Il devrait aussi avoir une peur bleue juste à penser qu'aux prochaines élections ce sera au tour des électeurs saguenéens et jeannois d'avoir la balle dans leur camp.

Monsieur le Président, nous, dans le NPD, sommes d'accord avec les Jeannois et les Saguenéens sur le fait que la seule réponse acceptable au champ de tir, c'est: ni ici ni ailleurs.

● (1810)

[Traduction]

M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suppose qu'il est honorable de vouloir se soustraire à ses obligations à l'égard de l'OTAN et du NORAD, mais ce n'est pas là la position de notre gouvernement. Le député devrait rendre hommage au moins au fait que nous nous soucions légitimement de la sécurité de la nation et la sauvegarde de sa souveraineté.

Je suis ravi de constater que le député de Burnaby (M. Robinson) tient toujours à ce que l'on installe un polygone de tir dans la région du lac Saint-Jean. Ce sujet semble toutefois être devenu une sorte d'obsession, à mon avis, dans le cas du député et peut-être de certains de ses collègues.

J'ai l'impression qu'on a convenablement répondu à toutes les questions que le député a soulevées, et cela à trois reprises différentes, notamment pendant la période des questions, pendant un débat d'ajournement, pendant une réunion du comité permanent de la défense nationale et enfin par le biais d'une pétition écrite figurant au *Feuilleton*. En dépit des efforts déployés par le député et ses collègues pour faire croire que la population de la région s'oppose à l'installation de ce champ de tir dans leur coin de pays, il demeure que 60 maires de la région nous ont écrit pour nous dire qu'ils étaient tout à fait d'accord. Nous savons que la grande majorité des habitants de la région ne partagent pas la position énoncée cet après-midi et dans le passé par le député.